

TOTAL HORS DE BIRMANIE :

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME POUR TOUS LES TRAVAILLEURS, POUR TOUS LES PEUPLES DE LA PLANETE !

Les peuples birmans vivent depuis plus de vingt ans sous le joug d'une dictature militaire. A la fin des années 80, la junte est contrainte d'organiser des élections qu'elle pense pouvoir remporter. Les urnes donnent 80% des suffrages à l'opposition. La junte refuse le résultat démocratique et lance une féroce répression des militants de l'opposition démocratique, emprisonnés par milliers. La plus connue d'entre eux, Aung San Suu Kyi, est devenue entre temps Pris Nobel de la Paix.

C'est dans ce contexte qu'au début des années 90 commence l'exploitation d'un gisement de gaz dans le golfe de du Martaban. La compagnie d'Etat MOGE s'associe avec TOTAL pour exploiter ce gisement et construire un pipeline qui doit acheminer le gaz en Thaïlande, principal client.

La construction du pipeline s'effectue sous protection de l'armée qui déplace de force des villages et des populations entières, emploie des travailleurs forcés pour débroussailler. Une série de violations de droits de l'Homme que Total ne pouvait ignorer, auxquels s'ajoutent les exactions des soudards de l'armée birmane, exécutions, viols ...

Cette situation inacceptable est dénoncée depuis plusieurs années par les associations de défense des Droits de l'Homme. C'est l'opposition birmane elle-même qui réclame le départ de TOTAL de Birmanie, car c'est la présence de Total qui offre à la junte ses principales ressources fiscales, qui lui a permis de doubler la taille de son armée.

Cette dénonciation n'est pas sans affecter TOTAL. La multinationale a déployé des efforts considérables pour tenter de redorer son image de marque : un site internet entier consacré à justifier sa présence en Birmanie, l'achat des services de Bernard Kouchner qui a commis un rapport visant à dédouaner Total.

En réalité, les « investissements » humanitaires de TOTAL profitent bien plus aux soldats et à leurs familles qu'aux populations locales,.

La Campagne TOTAL POLLUE LA DEMOCRATIE STOPPONS LE TOTALITARISME est relancée en France par un collectif constitué de la Ligue et de la Fédération internationale des Droits de l'homme (FIDH et LDH), France Libertés,

Agir Ici, Info Birmanie, auxquels s'est associé SUD CHIMIE. Des initiatives seront proposées dans les semaines à venir. L'objectif : obtenir le retrait de Total de Birmanie.

Pour Sud Chimie, la lutte quotidienne pour défendre les intérêts des salariés ne peut ignorer les conditions dans lesquels les trusts multinationaux accumulent leurs profits. Nous regrettons que les autres syndicats existant dans le groupe TOTAL n'aient pas osé s'associer à cette campagne.

A travers la mise en évidence de la responsabilité de TOTAL en Birmanie, nous considérons que c'est l'ensemble des pratiques des compagnies pétrolières, en Afrique, en Amérique Latine qui sont ainsi dénoncées : soutien à des régimes dictatoriaux et corrompus, violentes répression antisyndicale comme en Colombie, pollutions ou risque de pollution autorisation de mise en exploitation des réserves d'Alaska).

Au-delà, ce sont les pratiques des multinationales à travers le Monde qui sont montrées du doigt : exploitation des enfants, droits de l'homme bafoués, conditions de travail inhumaines, destruction de l'environnement Plus que jamais, un autre Monde est possible et NECESSAIRE. Un autre Monde dans lequel l'Homme sera plus asservi par la puissance économique, mais dans le quel au contraire l'économie sera mise au service du bien-être et de l'épanouissement de tous et toutes, de chacun et chacune.

Sud Chimie Pharma (Solidaires dans la Chimie)

06 83 16 58 26

Pour en savoir plus :

Sur Total en Birmanie : www.fidh.org

Sur les pratiques des multinationales : www.forumcitoyenpouirlarse.org